

# Le télétravail pourrait influencer la conception des villes du futur

TVA Nouvelles

| Publié le 9 mai 2024 à 23 h 06

Le télétravail a changé la vie de plusieurs employés et pourrait également influencer la conception des villes du futur. Le journaliste et animateur Pierre-Olivier Zappa est allé à la rencontre de salariés et de spécialistes pour faire le point sur cette nouvelle méthode de travail.

À Montréal, près de 20% des espaces à bureau sont inoccupés, c'est deux fois plus de locaux vides qu'avant la pandémie.

Pour un couple de professionnels qui gagne leur vie en passant 90% de leur temps en télétravail, cette façon de fonctionner leur a permis de concilier beaucoup plus facilement les besoins familiaux et les besoins professionnels.

«C'est la solution que je trouve la plus pratique et la plus facile», confie en entrevue la femme qui travaille pour une société d'État, Emanuelle René De Cotret.

Parents d'une petite fille, le couple avoue que la vie familiale se coordonne beaucoup mieux de cette façon.

«On coupe beaucoup sur le temps de transport, affirme l'homme qui travaille en finance, Louis Clément. Ça permet d'avoir un petit peu plus de temps au travail et un petit peu plus de temps à la maison.»

Selon l'associée principale à La Tête chercheuse, Elisabeth Starenkyj, le télétravail est maintenant «un acquis».

«Ça fait presque 4 ans qu'on est dans ce mode-là, donc aujourd'hui ce mode fait partie des opérations des employeurs, fait partie de leur mode de travail et c'est attendu», explique-t-elle.

La somme des bureaux vacants du Grand Montréal pourrait remplir l'équivalent d'au moins 13 fois la Place Ville Marie et cette tendance va prendre de l'ampleur au cours de la prochaine décennie.

Cette nouvelle conception du travail de bureau pourrait également faire évoluer le modèle des grands centres urbains.

«On va avoir des centres-villes moins gros, soutient un spécialiste en stratégie commerciale, Philippe R. Bertrand. On est en train de s'éloigner des centres-villes et de créer des microquartiers.»

«Ça amène des défis importants parce qu'encore une fois, une Ville perçoit beaucoup de taxes, des taxes commerciales – c'est beaucoup plus payant d'avoir des taxes commerciales que des taxes résidentielles», ajoute-t-il.

Les données de la dernière étude indiquent que plus du tiers (35%) des travailleurs québécois ont essayé le télétravail, ce qui est beaucoup plus élevé qu'ailleurs au pays (26%).

Pour la petite famille qui s'est habituée à travailler de la maison, un retour au bureau serait «décevant».

«La nature de mes tâches fait en sorte que les clients avec qui j'interagis ne sont pas géographiquement dans le même bâtiment où moi je vais en présentiel», explique Mme De Cotret.

Son conjoint reconnaît néanmoins que retourner dans une tour à bureaux lui permettrait de «socialiser un petit peu plus avec les collègues».

Bien que le couple ne soit pas enchanté de retourner travailler en présentiel, c'est une réalité qui pourrait bel et bien leur être imposée

puisque comme le pense Mme Starenkyj, le télétravail nuit aux entreprises.

«Ce sont les chiffres qui vont le démontrer, estime-t-elle. Il y a des entreprises qui l'ont démontré et ce n'est pas pour rien que de grands employeurs ramènent les employés en ce moment à quatre jours au bureau, parfois cinq jours.»

Selon l'experte, «la productivité a diminué [en raison] du manque de "focus" et de collaboration en présentiel».

Dans ce contexte, plusieurs employeurs rêvent de pouvoir ramener les salariés au bureau, notamment pour faciliter la gestion.

«Pour gérer des gens à distance [...] il a fallu revoir les processus de gestion pour pouvoir évaluer la performance», explique Mme Starenkyj.

# Les fonctionnaires fédéraux sont exploités !

Le Journal de Quebec · 13 mai 2024 · 5 · Richard.martineau@quebecormedia.com

Vous trouvez que les temps sont durs ?



Vous êtes pris à la gorge avec l'inflation et l'augmentation des taux d'intérêt ?

Vous ne savez plus où couper? Vous devez déménager le

1er juillet et vous n'avez pas encore trouvé votre nouveau logement ?

Comptez-vous chanceux malgré tout. En effet, il y a des gens qui souffrent plus que vous.

Je pense aux pauvres fonctionnaires fédéraux.

Que le gouvernement oblige à aller travailler trois jours par semaine au bureau.

On les oblige à aller au bureau trois jours semaine, bou hou hou...

**LES DROITS DES TRAVAILLEURS MENACÉS !**

Oui, mesdames et messieurs, vous avez bien lu !

Les fonctionnaires fédéraux aimeraient travailler cinq jours par semaine dans le confort de leur foyer, entre leur frigo et leur télé, mais leur employeur les en empêche !

Trois jours par semaine, ces valeureux employés de l'état devront sortir de chez eux et affronter le monde !

La jungle urbaine ! La violence ! Les sans-abri ! Les manifestations ! Les cônes orange ! Les détours ! Les nids de poule ! Les crevasses !

Sans oublier la neige et la pluie ! La sécurité des soldats de la fonction publique canadienne est en danger, les amis !

A-t-on pensé au risque d'accidents ? D'enlèvements ?

Heureusement, nos camarades ont décidé de réagir !

Jeudi, à QUB, je recevais le Président de la section québécoise de l'alliance de la fonction publique du Canada (AFPC) qui m'a dit que ça ne se passera pas comme ça, oh que non ! So-so-solidarité, mes frères ! Le gouvernement fédéral attaque les droits fondamentaux des travailleurs !

Le droit de s'habiller en mou ! D'aller fumer sur le balcon ! De répondre aux demandes des citoyens en sirotant une p'tite frette !

Nus pieds ! Sur la terrasse ! En écoutant de la zizique ! Et en jouant à des jeux vidéo, histoire d'aiguiser leurs réflexes !

« Dans un effort concerté, les plus grands syndicats fédéraux canadiens, qui représentent plus de 270 000 fonctionnaires, ont déposé une série de contestations judiciaires et feront campagne dans tout le pays pour s'opposer à la décision du gouvernement d'obliger ses fonctionnaires à travailler trois jours semaine au bureau », peut-on lire sur le site internet de L'AFPC. « La décision de forcer les membres à retourner dans des bureaux mal équipés et mal entretenus est entièrement politique et met en péril les services dont dépend la population. Le gouvernement prétend être l'ami des fonctionnaires, mais il ne cesse de prendre des décisions unilatérales qui ont des conséquences sur le bien-être des fonctionnaires et de leurs familles ! »

À BAS LE CAPITALISME !

Je vous mets au défi de lire le texte de L'AFPC sans verser une larme !

« Les travailleuses et travailleurs se sentent trahis. On utilisera tous les moyens à notre disposition pour lutter contre cette décision et assurer l'adoption d'un régime de télétravail qui fonctionne pour tout le monde. »

Il y a quand même une limite à exploiter le prolétariat !

C'est à cause de décisions dégueulasses comme celle qu'a prise le gouvernement Trudeau que les travailleurs soviétiques se sont révoltés en 1917 !

J'espère que lorsque les fonctionnaires fédéraux sortiront dans la rue pour défendre leur droit de se pigner le beigne dans leur salon, tous les Canadiens seront à leurs côtés !

(En passant, j'espère qu'ils pourront faire du piquetage par Facetime...)